Kibare

Bulletin du Groupe de travail sur l'Education non formelle de l'ADEA
Newletter of the ADEA Working Group on Non Formal Education

11 BP 692 Ouagadougou CMS - Burkina Faso - Tél.: +226 50 36 58 45 - E-mail : GTENF@fasonet.bf / Site web : www.gtenf.org

Number 02/2012, Décembre 2012

1. A propos du GTENF

Le Groupe de Travail sur l'Education Non Formelle (GTENF) est l'un des neuf groupes de travail de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA). Il a été mis en place en 1996 à Dakar par les ministères africains d'éducation et de formation, les agences de développement s'investissant en éducation et d'autres partenaires du public et du privé. Sa vision est que « l'exercice effectif du droit à une éducation de qualité pour toutes et tous dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie, au service du développement des individus et de leurs collectivités, soit une réalité en Afrique, en conformité avec les engagements internationaux et sous régionaux ». Au départ, le Groupe avait pour ambition d'étudier la nature et l'impact des formes variées d'éducation offertes hors du cadre scolaire pour les enfants non scolarisés et les enfants déscolarisés, les adolescents et les adultes. Progressivement ces objectifs ont été élargis de manière à mieux contribuer au développement de l'éducation en Afrique. L'éventail de ses interventions a été aussi étendu vers cinq directions principales:

- Le déploiement, au niveau continental, d'une plateforme d'échanges sur le non formel ;
- L'identification et la diffusion d'initiatives porteuses sur le non formel ;
- Le renforcement des capacités des prestataires du non formel ;
- La consolidation des partenariats entre le public, le privé et la société civile en général;
- La contribution à la mobilisation des ressources, notamment financières.

Chères lectrices, chers lecteurs,

« Kibare » qui signifie « aux nouvelles ! » dans plusieurs langues ouest africaines a été créé par le GTENF pour servir de lien entre les différents acteurs de l'éducation non formelle et promouvoir la vision holistique de l'éducation. Il s'inscrit dans la dynamique du nouveau changement de paradigmes qui guide les interventions de l'ADEA depuis la Triennale de Ouagadougou.

Vos avis et commentaires permettront d'améliorer le contenu et la forme de « Kibare ».

Ibrahima Bah-Lalya, Coordonnateur GTENF

Kibare vous propose les rubriques suivantes :

1. A propos du GTENF 1
2. Activités du GTENF… 4
3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires 15
4. Publications du GTENF 16
5. Dernières nouvelles 17

Ces directions reflètent les axes stratégiques de l'ADEA qui s'articulent autour (1) du dialogue politique, (2) du renforcement de la coopération entre pays africains, (3) du travail analytique, (4) de la gestion du savoir et (5) du renforcement des capacités organisationnelles.

Le GTENF est coordonné par un bureau basé à Ouagadougou, Burkina Faso, au niveau de l'institution hôte, l'Association pour la Promotion de l'Education Non Formelle (APENF). Il est conseillé par un Comité consultatif. Ses activités sont relayées au niveau des pays, par des groupes de travail nationaux, qui s'engagent pour la promotion et la reconnaissance de l'éducation non formelle au niveau national.

2. Activités du GTENF

Participation to CONFINTEA V Follow-up Meeting held in Praia

The Department of Adult Education of Cape Verde, UIL and UNESCO organized, in cooperation with ADEA and CIDA, a follow-up meeting in Praia, from 05 to 08 November 2012. The purpose was to examine the progress made in implementing the CONFINTEA VI recommendations. During this meeting, a particular attention was paid to identifying action points aiming at increasing the youth and adult participation in education and training.

From a review and analysis of successful programs addressing the youth in Africa, the participants, representing the key players in literacy and non-formal education in Africa were mandated to identify factors that are conducive to successful policies, good governance, and effective participation in policy and practices. From this basis, they would propose regional collaborative strategies and concrete action points that have the potential to increase participation in learning and education of the targeted groups.

The meeting lasted four days with an opening ceremony presided by the Cape Verde Minister of Education, Mme de Brito L Marques and a closing session chaired by the Minister of Youth, Mme Almada. During the first day methodological session, three major themes were identified as follows: (1) Policy, (2) Governance, and (3) Participation/Quality/Equity.

The sessions were designed in a way to have for each day a major theme covered. The findings were analyzed in a way to identify the needs, agree on action points, define mechanisms and discuss strategies to use at regional level in order to follow through.

In the afternoon of the last day a site visit was paid to the Cidade velha, a UNESCO World Heritage Site.

The PRAIA meeting led to 22 key recommendations: 6 on policy, 5 on Governance and 11 on participation, equity and quality. These recommendations could be grouped into 5 categories:

1) Assessing and mapping the situation of youth education and training in Africa to effectively identify where the needs are and be able to intervene and prioritize;
2) Advocating for youth participation to education and training;
3) Developing tools to enable for more efficient support to the youth;
4) Building capacities of young people so that they can better participate to the programs. This would also allow stakeholders to provide more efficient support; and
5) Sharing of good practices so that individual experts, programs and countries could learn from each other.

It was advised that the organizations represented in Praia, together with their partners, make sure that these recommendations are implemented so that the CONFINTEA VI Moto "*from Rhetoric to Action*" is realized.

In today's word, it is critical to develop critical and "employable" competencies for the Youth

On another more specific matter, the Praia meeting was used as a venue to convene all the parties involved in the development of a joint initiative on a network focused on the vulnerable youth (see annex 3). ADEA, UIL and CIDA, together with the 7 countries that attended the November 2011 Bamako meeting on the vulnerable youth (see annex 2) would support the policies and programs targeting the "*vulnerable young men and women, through knowledge-sharing/joint monitoring between African governments, NGOs and youth organizations*". The Praia gathering provided an opportunity to envisage concrete follow-up steps.

Elaboration du programme 2013 et du rapport d'activités 2012

Le GTENF a procédé à l'élaboration de son plan de travail 2013. Ce plan été bâti en tenant compte des recommandations fortes de la Triennale sur les compétences à asseoir dans l'éducation et la formation (cognitifs, de travail, de vie..) pour un développement durable de l'Afrique avec une nouvelle vision qui est d'avoir une Afrique intégrée, prospère et en paix dirigée par des citoyens et constituant une force dynamique sur la scène internationale. Cette dynamique ne peut être atteinte sans la contribution majeure de l'éducation non-formelle, l'habilitation des femmes analphabètes, la concentration de l'effort éducatif sur les groupes marginalisés et la valorisation du riche patrimoine culturel, linguistique et historique de l'Afrique.

Ainsi, en 2013, le travail du GTENF tiendra compte des messages clés et se fera en synergie avec le PQIP/ALN. Il sera également tenu compte des domaines transversaux pertinents comme la reconnaissance du Non formel comme domaine prioritaire et le développement des indicateurs du droit à l'éducation. Il s'agira également de continuer à capitaliser des bonnes expériences dans des domaines d'intérêt comme les passerelles, le financement de l'ENF, les indicateurs du droit à l'éducation, les langues, les curricula intégrés, les situations pédagogiques pertinentes et holistiques, les approches alternatives qui intègrent les formations professionnelles, la certification et l'évaluation des apprentissages.

C'est ainsi que le groupe s'est positionné sur 3 des 7 objectifs stratégiques identifiés par l'ADEA pour l'exercice 2013. à savoir :

- Le développement des politiques, stratégies, pratiques et programmes qui stimulent le savoir, les aptitudes et les qualifications des enfants des adolescents et des adultes en Afrique;
- La promotion de solutions africaines aux problèmes africains de l'éducation ;
- Le renforcement les capacités institutionnelles et organisationnelles.

Pour mettre en œuvre ces objectifs, différentes activités ont été programmées et des stratégies identifiées. Pour plus de détails se référer au Programme 2013 du GTENF

Un atelier à Niamey sur la gestion pédagogique dans le non formel

Une «Education Pour Tous» passe par la prise en compte des formes d'éducation qui se déroulent en dehors des 4 murs d'une classe. Ici une jeune fille apprenant l'alphabet Ajami dans un foyer

L'ADEA, l'ISESCO et la République du Niger -en particulier la NATCOM/UNESCO-ISESCO- ont organisé, à Niamey du 22 au 24 octobre 2012, un atelier sur les améliorations pédagogiques dans les centres d'éducation non-formelle. Le GTENF a représenté l'ADEA dans la préparation, l'organisation et la tenue de cet atelier.

L'activité, qui est en adéquation avec les leçons de la Triennale et les priorités des Plan d'action 2012 et 2013 du GTENF, a permis de réfléchir sur les voies et moyens à mettre en branle pour améliorer les modèles de gestion pédagogique des classes en éducation non formelle au niveau des Etats membres. Une attention particulière a été portée sur les approches, les outils et les démarches méthodologiques à développer pour assurer une pleine participation du non formel dans les plans nationaux d'éducation.

Cinq éléments ont particulièrement retenus l'attention :

1) La richesse des échanges au sein d'une palette variée d'expériences du Gouvernement et de la société civile. Il faut noter en particulier l'originalité et la pertinence des contributions des représentant des Centres d'Education de base (CEB) du Niger, des Centres d'Education de Base Non Formelle du Burkina Faso (CEBNF), des Centres à passerelles (ONG/RAEDD) du Niger, de Monde des enfants du Niger, du Programme Multi-Acteurs de l'Alphabétisation au Mali (PMA-Mali), du Soutien à l'Alphabétisation et à la Santé au Niger (SALSANI), des Volontaires pour l'Intégration Educative (VIE) du Niger. La Direction Générale de l'alphabétisation et de l'Education non formelle (DGAENF) du Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales du Niger s'est aussi distinguée par sa participation aux débats.

Les administrateurs de programmes étaient particulièrement intéressés aux améliorations pédagogiques proposées lors de l'atelier de Niamey

2) L'exploration de certaines pratiques originales et innovantes sur le terrain, notamment celles qui sont relatives: (1) au renforcement de la qualité dans la dispense des cours en situation d'éducation non formelle, (2) aux passerelles entre le formel et le non formel et (3) à l'intégration des savoirs endogènes dans une vision holistique, intégrée et diversifiée ;
3) Le renforcement des capacités des représentants des ONG, de la société civile et des Etats membres dans les domaines de la planification pédagogique,

la gestion des activités, le suivi et l'évaluation ;

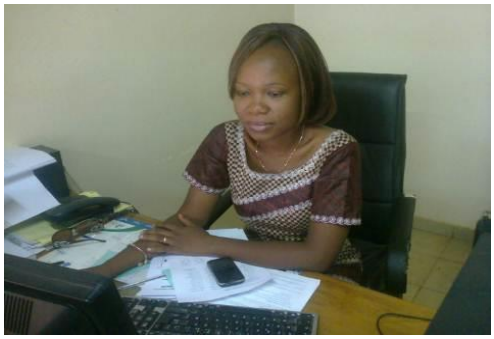
4) Le renforcement de la coopération au niveau des activités de terrain entre l'ADEA et l'ISESCO, notamment en ce qui concerne l'alphabétisation et l'éducation non-formelle (A&NFE) ;
5) Le renforcement des relations humaines entre les experts des 2 organisations ce qui contribuera à l'organisation d'activités communes dans le futur.

Pour plus de détails voir, http://www.gtenf.org

Une nouvelle assistante en gestion comptabilité est nommée au GTENF et a pris fonction à Ouagadougou

Le deuxième semestre de l'année 2012 a été marqué par des changements notables au niveau du personnel du Groupe de travail. Mme Nicole Gantenbein est rentrée en Suisse après deux années de bons et loyaux services. Mr Celestin Bationo a, de son côté, rendu le tablier afin d'ouvrir son propre cabinet, après une dizaine d'années d'une excellente contribution à la bonne marche du GTENF.

Mr Celestin Bationo



Mme Saratou Zamtako Kabore

Un processus de recrutement local a été immédiatement engagé pour le remplacement de ce dernier au poste « stratégique » de responsable en gestion comptabilité du Groupe. A l'issue du processus, Mme Saratou Zamtako Kaboré été retenue. L'intéressée est titulaire d'une licence en comptabilité, maitrise l'anglais et cumule sept ans d'expérience professionnelle dans le privé et les services associatifs.

Au nom du Secrétariat Exécutif de l'ADEA, des groupes de travail pays, du Comité consultatif et de l'ensemble de la grande famille de l'éducation non formelle / alphabétisation, nous lui avons souhaité la bienvenue. Nous l'avons aidé à mettre le pied à l'étrier et lui avons assuré de l'entière disponibilité de l'ensemble de la famille de l'ADEA de travailler avec elle pour l'intérêt supérieur de l'éducation - formation de l'enfant, de l'adolescent et de l'adulte africain. Nous l'avons sensibilisé sur le rôle clef que doit jouer l'éducation non formelle en Afrique et sur la place qu'occupent, dans ce processus, l'ADEA et ses partenaires.

3. Nouvelles des groupes de travail pays et des partenaires

Lancement d'une campagne spéciale d'alphabétisation au Burkina Faso

Le Ministre Délégué, chargé de l'AENF du Burkina Faso entend faire de l'alphabétisation de masse accélérée une priorité nationale

En septembre 2012, le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation du Burkina Faso a procédé au lancement officiel et à titre expérimental, d'une Campagne spéciale d'alphabétisation (CSA), dans trois régions de ce pays : Ouagadougou, Bobo-Dioulasso et Koudougou.

Cette Campagne est une initiative d'accélération et d'impulsion de stratégies favorisantes pour le développement de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle. Elle s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du PRONAA, le Programme national d'accélération de l'alphabétisation au Burkina.

Dans sa philosophie, elle se définit comme une stratégie visant à concilier le « faire-faire » avec d'autres stratégies faisant appel à la solidarité, à la volonté nationale ainsi qu'à la capacité de mobiliser toutes les ressources pour accélérer l'alphabétisation et pouvoir être au rendez-vous de 60% d'alphabétisation pour 2015 que s'est fixé le Burkina Faso.

Dans son approche, elle recherche des solutions plurielles aux problèmes d'accès et de qualité afin que l'alphabétisme soit une arme efficace de lutte contre la pauvreté.

L'objectif de la présente initiative dira le Ministre, est de recruter et former au moins soixante mille (60.000) nouveaux inscrits, femmes et hommes de la tranche d'âge de 15 ans et plus tout en rentabilisant les infrastructures éducatives pendant les vacances scolaires.

Les apprenants/apprenantes qui ont déjà franchi le niveau 1 peuvent saisir cette opportunité offerte à travers la CSA pour suivre la formation complémentaire de base (FCB) au niveau 2, dans le but d'être évalué pour être pris en compte dans le groupe des déclarés alphabétisés du pays.

Un auditoire attentif lors du lancement de la campagne nationale d'alphabétisation accélérée

La formation s'étendra de juin à septembre et la formule retenue est bilingue, à savoir une alphabétisation en langues nationales et un apprentissage du français fondamental et fonctionnel à l'oral. D'autres langues peuvent être utilisées à la demande des populations, conformément à l'article 10 de la Loi d'orientation de l'éducation.

A partir des résultats de l'évaluation et des leçons tirées de la présente opération, des actions similaires pourraient être entreprises annuellement durant toute la période du PRONAA.

L'une des spécificités de cette campagne spéciale d'alphabétisation est l'intégration

harmonieuse de la composante 3 du Programme Spécial de Création d'emploi pour les jeunes et les femmes (actions en faveur des jeunes ruraux).
Le coût de l'opération est estimé à huit cent cinquante millions six cent quatre-vingt-onze mille huit cent trente-deux (850.691.832) F CFA, soit environ 1,7 million de dollars US.

Inverser les tendances concernant les « Jeunes Non-scolarisés, déscolarisés et sans emploi

(Un article présenté par «Reflect Network » de l'Afrique du Sud (SARN) - Johannesbourg, octobre 2012).

L'Education pour tous (EPT) et les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMG) ont été adoptés il y a une douzaine d'années, mais un très grand nombre de jeunes abandonnent toujours l'école avant d'avoir terminé leurs études. Ces jeunes se trouvent sans formation pour affronter le monde de l'emploi quand ils atteignent l'âge adulte. Le droit fondamental à l'éducation leur a été refusé et leurs chances de trouver un travail décent dans un monde en mutation et de plus en plus orienté vers la technologie sont fortement réduites. Bien qu'une forte proportion des budgets nationaux aille à l'éducation, les pays ne parviennent pas à assurer l'éducation et la formation efficace de ce groupe.

Mme Garcia Machel, épouse de Nelson Mandela et ancien Ministre d'éducation de Mozambique en compagnie de Prof. John Aitchison, lors de la table ronde de Johannesburg

Une recherche commanditée par le «Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA)» a été menée sous la coordination de Prof. John Aitchison et en collaboration avec *DVV International* dans cinq pays de l'Afrique australe – l'Angola, le Lesotho, la Namibie, le Mozambique et le Swaziland. Elle a examiné les lois, les politiques et les cadres institutionnels régissant la formation de ces jeunes.

Les résultats ont confirmé et complété de semblables informations obtenues lors de travaux antérieurs sur d'autres pays de la région. Ils ont fait ressortir des questions clés que l'Afrique tout entière doit résoudre de toute urgence.

L'étude a abouti à la formulation de plus de 45 recommandations visant à améliorer la situation. Parmi celles-ci figurent les suivantes:

- Les cinq pays étudiés ont besoin des politiques plus solides, d'un meilleur financement et d'une meilleure gouvernance pour efficacement faire face aux défis que posent les jeunes et les adultes pour la satisfaction de leur droit à l'éducation;
- Les politiques qui régissent les composantes de l'éducation des jeunes et adultes (notamment l'alphabétisation, l'éducation non-formelle, la formation professionnelle, les compétences de vie et la formation continue) sont de qualités inégales et elles sont souvent ambiguës; il y a lieu de procéder à un travail d'harmonisation en profondeur;
- Il y a un manque de données fiables et détaillées; les décideurs politiques doivent déployer un sérieux effort afin de rassembler les données et avoir une vision plus claire sur la situation de l'éducation et de la formation des jeunes et des adultes.

Ces résultats ont suscité des réflexions et des débats intenses sur l'apprentissage et l'éducation des jeunes et des adultes (YALE), commençant par les tables rondes dans chacun des pays déjà étudiés, suivies de la Conférence régionale.

Celle-ci a enregistré la participation de plus 50 représentants nationaux, régionaux et internationaux, y compris les cadres du gouvernement, de la société civile et du monde universitaire.

Pr. Bah-Lalya de l'ADEA (WGNFE) et les représentants de DVV écoutant la présentation des résultats de l'étude

L'ADEA a été invitée, à travers son Groupe de travail sur l'éducation non formelle, à assister et contribuer à cette rencontre parce qu'elle soutient fermement les politiques éducatives qui font attention aux jeunes défavorisés et aux reformes éducatives qui soient sensibles à l'employabilité et la socialisation des jeunes. Ceci a été particulièrement le cas depuis la Triennale de Ouagadougou.

La Réunion de Johannesburg a été rehaussée par la présence de Mme Gracia Machel, *«ancien Ministre de l'Éducation du Mozambique, un citoyen du continent, et notre Chère Mama Africa»*.

Les participants ont débattu des conclusions de l'étude et ont élaboré un plan d'action pour assurer la mise à disposition de services de formation et d'éducation de qualité aux jeunes et aux adultes, afin de leur donner la chance d'un avenir meilleur. Ainsi feraient-ils de l'Afrique australe un endroit plus équitable. Ces participants ont demandé que le rapport soit utilisé comme un outil de lobbying des décideurs et du secteur financier. Les média seront également mobilisés pour qu'ils puissent diffuser les programmes relatifs à l'éducation non formelle et à l'employabilité des jeunes. Le rapport de l'étude serait également un outil efficace pour faciliter l'arbitrage en faveur du sous-secteur, le partage des bonnes pratiques, le développement des campagnes sur l'alphabétisation et l'éducation non formelle, la levée de fonds et l'accélération du plaidoyer pour une approche holistique de l'éducation et de la formation. Le document faciliterait également le développement de réseaux qui permettraient à la jeunesse de faire avancer les questions soulevées lors des tables rondes.

Les participants venant de la Namibie et du Lesotho lors de la table ronde régionale

Vu le potentiel considérable que génère cette étude et la nécessité de *«passer de la rhétorique à l'action»*, les participants ont pris la décision de signer un pacte pour assurer que les campagnes actuelles de YALE seront continuées et renforcées afin d'influencer dans le sens des intérêts de ces jeunes. Ce pacte servira aussi de levier pour mobiliser tous les décideurs clés de toutes les parties concernées y compris les gouvernements, la société civile, les associations communautaires de base et les organisations internationales.

Le rapport complet peut être téléchargé à :

Time to focus on youth and adult education

Source: osisa.org

Research on Youth and Adult

Learning and Education in Southern Africa

Personne contact: Yoemna Saint, SARN – Johannesburg yoemna.saint@sareflect.org

Validation de modules sur la citoyenneté, la décentralisation, et l'environnement au profit des néo alphabétisés du CREAA

Du 05 au 07 décembre 2012 s'est tenu à Ouagadougou, un atelier de validation de modules et CDROMS produits pour le renforcement des initiatives des communes et de la société civile en faveur de la promotion des technologies de l'information et de la communication dans les pays membres du Conseil Régional de l'Education et de l'Alphabétisation en Afrique (CREAA). L'atelier entre dans le cadre de la mise œuvre du plan quadriennal de relance des activités du CREAA dont la deuxième composante est consacrée à **l'élargissement de l'accès aux TIC.** L'objectif général de l'activité est d'appuyer les initiatives des communes et de la société civile des Etats membres du CREAA en dotant leurs cybercafés en CDROMS sur des thèmes émergents de manière à permettre l'élargissement du public ayant accès à l'informatique et à l'Internet. Le programme cible notamment les femmes et les jeunes issus de l'éducation de base formelle et non formelle.

Cet atelier a enregistré la participation de représentants du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Tchad et du Togo. Ont également participé à la rencontre Le Secrétaire permanent du CREAA, le chargé de programme du CREAA/Togo, la coordonnatrice du CREAA, le Président du Comité directeur du CREAA, le GTENF et des consultants internationaux.

L'atelier a permis de valider les 4 modules sur la citoyenneté, la décentralisation, l'environnement, l'eau et l'assainissement sous réserve de la prise en compte des amendements faits par les participants/participantes.

Validation du Plan d'action 2012-2016 de l'APENF et tenue de son AG

L'Association pour la promotion de l'éducation non formelle, groupe de travail du Burkina sur l'ENF a tenu du 13 au 15 septembre 2012, un atelier national de finalisation de son plan d'action quadriennale (2012-2016), appelé Ti-manegdo en langue nationale mooré du Burkina Faso, qui signifie « savoir bâtir ou planifier pour le bonheur de tous ». Cet atelier a été suivi d'une assemblée générale au cours de laquelle l'APENF a fait le bilan de ses activités de 2008-2011 et procédé au renouvellement de ses cadres dirigeants.

Le Ministère d'Education du Burkina marque son intérêt à la bonne marche de l'APENF en se faisant représenter par une forte délégation au Conseil d'administration de celle-ci

En rappel, la Coopération Suisse a accompagné l'APENF avec un consultant international pour l'élaboration de son plan d'action. Le processus a débuté en octobre 2011 par une rencontre pour arrêter les modalités de l'appui et le consultant a engagé son travail immédiatement après. Un processus participatif a été adopté afin de

permettre aux treize coordinations régionales du Burkina de se prononcer sur les activités du plan d'action.

Une salle de conférence de l'APENF/CD très animée

Après son approbation par le conseil d'administration, le dernier acte de ce travail a consisté à une validation par l'assemblée générale. Les deux premiers jours ont permis à toute l'assemblée de s'imprégner du plan d'action

Il ressort des travaux que le Plan d'action Ti-manegdo prend en compte les préoccupations de ses membres et réoriente les activités dans une vision prospective de l'évolution de l'ENF. Quant aux activités menées de 2008 à 2011, c'est un bilan satisfaisant qui a été présenté. Cependant, le déficit budgétaire n'a pas permis de mener toutes les activités programmées.

Quant au renouvellement des instances, il a été procédé par vote, à l'élection du bureau dans les ¾, pour les postes de secrétaire général, de trésorier et de commissaire au compte.

Le GTENF a été honoré par le vote de deux de ses collègues, Mme Ouédraogo/Zongo Eléonore au poste de Secrétaire générale et Mr Bationo W. Célestin au poste de trésorier.

Tournée GT Burkina (APENF) dans 5 régions pour la vulgarisation du cadre d'orientation sur la vision holistique.

L'Association pour la Promotion de l'Education Non Formelle (APENF) groupe de travail sur l'ENF du Burkina Faso a entrepris en novembre, une tournée dans les 5 régions du Burkina Faso, à savoir : Ziniaré, Kaya, Dori, Bobo-Dioulasso et Banfora. L'objectif était de présenter le cadre d'orientation sur la vision holistique à ses membres et aux acteurs/trices de l'éducation. . Le GTENF a participé activement à cette tournée ce qui lui a permis d'appuyer le plaidoyer.

Mise en place d'un réseau virtuel pour les jeunes vulnérables

Dans le cadre du soutien aux jeunes vulnérables dans 7 pays de l'Afrique de l'Ouest, le GTENF a été sollicité par l'UIL et l'ACDI pour contribuer au développement de termes de références en vue de la mise en place et de l'animation d'un projet de mise en place d'un réseau virtuel pour ces jeunes. Les TdR ont été élaborés discutés et validés par les trois parties lors de l'atelier régional de suivi de la CONFINTEA à Praia. Une rencontre a été organisée, lors de cet atelier, entre l'ACDI, l'UIL, l'ADEA et les sept pays qui seront prioritairement concernés. Il s'agissait de faire le point de l'avancement du projet et de s'organiser. Il est ressorti que l'ADEA s'occupera de la mise en œuvre, en collaboration avec les partenaires et les pays concernés, dès que le financement sera effectivement obtenu. L'UIL soutiendra cette mise en œuvre du programme et l'ACDI apportera le financement en même temps qu'elle s'impliquerait dans la substance.

Rencontre avec le groupe Task Force de l'ADEA sur les technologies de l'information et de la communication

Le Groupe de travail du Burkina qu'est l'Association pour la Promotion de l'Education Non Formelle (APENF) et le GTENF, ont reçu dans leurs locaux le 7 novembre 2012, Mr Tarek CHEHIDI du groupe de travail de l'ADEA sur la TaskForce des Technologies de l'Information et de la Communication-TIC. Il était accompagné du point focal du MENA sur les TIC, Monsieur Dalla Claude.

Après des échanges nourris, il est ressorti que le groupe ICT Task Force peut soutenir l'APENF dans la formation de compétences pour l'élaboration de dessins animés à but éducatif. Il pourrait également appuyer la formation de jeunes artistes pour utiliser l'outil informatique dans le travail artistique étant donné que le pays abonde de talents artistiques. L'organisation de fora culturels est un grand atout et servira de vitrine : le FESPACO, le SIAO et autres rencontres culturelles.

D'autres propositions comme l'appui au MENA pour la capitalisation de ses actions en matière d'éducation non formelle en vue de les rendre plus visibles, demeure un défi que le groupe peut aider à relever.

Assises de la CONFEMEN à Ouaga

Dans le cadre de la mise en œuvre de son plan d'action pluriannuel, la CONFEMEN en collaboration avec l'OIF, a organisé des assises sur la relance et la dynamisation de l'Enseignement et de la Formation technique et professionnel dans les pays francophones. Ces Assises avaient pour but, de présenter les stratégies mises en place par certains États pour répondre aux contraintes rencontrées, d'en analyser les contextes et de proposer des recommandations pour l'ensemble des États membres de la CONFEMEN.

Les assises se sont déroulées du 4 au 7 septembre, à Ouagadougou avec comme thème principal : « **Quelles compétences professionnelles et techniques pour une meilleure insertion socio- économique des jeunes** ? ». Elles ont été déployées en 3 thèmes spécifiques :

- l'orientation politique et les structures gouvernementales ;
- la gestion centrale de la formation formelle et informelle ;
- le développement des compétences, une responsabilité partagée.

Les groupes de travail en pleine concertation lors des assises de Ouagadougou de la CONFEMEN

Les participants/tes aux assises comprenaient des représentants des partenaires tels que l'OIF, la DDC/Suisse, l'ACDI, l'AFD, la CFB, la Coopération Luxembourgeoise et la CONFEJES. Il y avait aussi des représentants d'organisations internationales multilatérales telles que la BM, la BID, le GIZ, la CEDEAO, le PME, la BAD, l'UNICEF, l'UNESCO, le PNUD, l'UE, l'UA et l'ADEA. Etaient également représentés les opérateurs de l'OIF (AIMF, APF, AUF, TV5 Monde), experts de plusieurs pays, ainsi que les ministères en charge de

l'éducation, de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Plusieurs activités étaient organisées en marge de la conférence dont une exposition portant sur des expériences innovantes réussies en matière d'enseignement et de formations techniques professionnelles des centres, collèges et des instituts de formation mais aussi des produits découlant de ces activités.

Le but de cette dernière activité était de permettre à tous les participants/tes d'apprendre les uns des autres par la mutualisation et le partage des expériences réussies.

Le GTENF a été sollicité par le Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation, pour l'organisation de cette exposition et pour la participation aux commissions de travail de la conférence.

Des indicateurs du non formel pour contribuer à la mesure des progrès accomplis en éducation en Afrique

Contribution de Mr Claude Dalbera, Consultant

Les bilans mondiaux de l'Education Pour Tous ont montré que c'est en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud que la situation de l'éducation et de la formation reste la plus préoccupante. Consciente de la nécessité d'améliorer cette situation et de mieux en mesurer ses progrès, l'Union africaine a initié en 2006 une Seconde décennie de l'Education pour l'Afrique et en a confié le suivi à son Observatoire. Le GTGEAP de l'ADEA travaille en synergie avec cet observatoire et appuie le GTENF afin que l'éducation non formelle soit effectivement prise en compte dans le plan d'action de la Seconde décennie. C'est dans ce cadre que le GTENF a proposé six indicateurs du non formel à inclure dans le dispositif de suivi, de sorte que la contribution de ce sous-secteur soit effectivement identifiée et améliorée. Les fiches techniques de ces indicateurs ont été finalisées selon une démarche itérative et participative qui a permis de recueillir plus de 180 contributions ou commentaires de membres des groupes consultatifs de l'ADEA et d'experts reconnus dans le domaine, notamment des partenaires techniques et financiers tels que ceux de l'UIL, de l'ISU et de la Coopération suisse.

Des indicateurs du non formel, est-ce possible? Parlons-en…

Le premier des indicateurs proposés va **mesurer l'engagement de l'Etat en faveur de l'éducation de base (au sens élargi proposé par le Forum de Dakar) par rapport à la richesse globale du pays** mesurée en termes de PIB. Par désagrégation, on obtient l'effort en faveur de l'éducation de base non formelle. D'après l'UNESCO, un Etat devrait normalement consacrer au moins 6% de son PIB à l'éducation dont la moitié, soit 3% du même PIB, à l'éducation de base. Plusieurs pays africains subsahariens sont encore en deçà de cette norme et l'apport des partenaires techniques et financiers, pour bienvenu qu'il soit, ne peut se substituer à cet effort sur ressources internes qui, du reste, se place dans une optique de financement durable de l'éducation de manière intégrée et holistique.

En effet, lorsque l'éducation de base est sous financée, l'expérience montre que c'est souvent le non formel, qui se retrouve négligé au profit d'une approche purement quantitative de la scolarisation primaire.

Le second indicateur se propose de **mesurer l'engagement de l'Etat dans l'éducation de base non formelle, non plus par rapport à la richesse globale du pays, mais par rapport à la part du budget national consacrée à l'éducation** en

général (toujours sur ressources domestiques, hors aide publique extérieure). Cet indicateur constitue un suivi effectif de la résolution prise par tous les pays africains réunis lors de la Conférence africaine de Bamako de 2007 sur l'alphabétisation, qui recommandait que 3% minimum du budget interne de l'éducation nationale de chaque Etat soit alloué à l'alphabétisation des jeunes et des adultes. Actuellement cette part tourne autour de 1%.

Le troisième indicateur se propose de **mesurer la contribution du non formel dans l'alphabétisation nationale**. En effet, celle-ci est le résultat, à la fois, de la scolarisation, des programmes d'alphabétisation et de l'éducation dite informelle (autoformation hors structures, par la famille, les pairs ou autres groupes d'appartenance, notamment religieux). Cette contribution extrascolaire, dont le calcul est délicat, mais l'intérêt incontestable pour la mesure du développement des compétences des populations en milieu rural ou péri-urbain, est souvent méconnue ou négligée alors que sa connaissance est d'une importance capitale pour le plaidoyer en faveur du non formel.

Le quatrième indicateur se propose de **mesurer la proportion d'une classe d'âge n'ayant pas été scolarisée (ou pas durablement) qui participe à des programmes d'éducation non formelle pour jeunes ou adultes**. C'est en quelque sorte l'équivalent du taux de scolarisation (enfants scolarisés d'une classe d'âge par rapport à la population de cette même classe d'âge) mais, dans notre cas, appliqué aux participants aux programmes du non formel. Comme le précédent indicateur, le calcul n'est pas facile à réaliser car si les effectifs des programmes sont généralement connus ou faciles à reconstituer, c'est l'estimation de la population de référence qui est difficile à établir. Malgré ce défi, avoir une idée, même imparfaite, de la proportion des personnes engagées dans l'alphabétisation en dehors du formel présente un grand intérêt en termes de stratégie de promotion des compétences à la base.

Le cinquième indicateur se propose de **mesurer les possibilités réelles d'acquisition des connaissances de base en comparant le volume horaire réel de formation réalisé au regard du volume requis** par chacun des programmes annuels considérés. Que ce soit dans le formel ou dans le non formel, ce type d'indicateur n'a pas reçu jusqu'à présent toute l'attention qu'il mérite. Il n'est pas aisé à calculer car il est difficile de recueillir les données pertinentes nécessaires (dates et heures d'ouverture des cours, absences, etc.). Toutefois, malgré ses limites, l'information sur ce sujet permettrait de mieux organiser les programmes du non formel notamment l'alphabétisation) pour la réalisation de l'EPT à temps plein.

Le sixième indicateur se propose de **renseigner sur le pourcentage de ceux qui, ayant suivi un programme complet d'éducation de base non formelle, ont acquis des compétences réelles** correspondant aux définitions de l'alphabétisme par l'UNESCO. De manière opérationnelle, cette définition comprend actuellement deux niveaux. Au premier niveau, l'alphabétisé dispose de la maîtrise de l'arithmétique élémentaire, de la lecture et de l'écriture d'un simple texte court en relation avec sa vie. Au second niveau, l'alphabétisé dispose des compétences du premier niveau consolidées et fonctionnelles ainsi que des compétences psychosociales et socioéconomiques utilisables dans la vie de tous les jours, notamment au travail. Bien entendu, le calcul de cet indicateur suppose qu'il existe des dispositifs d'évaluation fiables des compétences, ou bien qu'il soit possible de mener des enquêtes spécifiques dans ce but.

C'est le cas actuellement dans cinq pays subsahariens avec le projet RAMAA (Recherche action sur la mesure des apprentissages des bénéficiaires de programmes d'alphabétisation).

Malgré la complexité de la mise en place du dispositif nécessaire à l'établissement de cet indicateur, il convient de persévérer car il peut apporter une réponse nuancée mais claire à la question de la réalité des acquis des sortants du non formel. C'est pourquoi le GTENF entend poursuivre ses recherches, ses concertations et son plaidoyer dans ce but.

Pour l'année 2012, seuls les deux premiers indicateurs seront pilotés par le GTGEAP. Le processus va se poursuivre et en 2013, le pilotage des autres indicateurs sera envisagé.

Il reste entendu que ces six indicateurs ne prétendent pas épuiser le sujet. Au contraire, ils sont conçus de manière à compléter et affiner les autres indicateurs déjà identifiés dans le cadre de la Seconde décennie et qui concernent la parité des genres, le pourcentage des femmes/filles dans les corps enseignants, la place des langues nationales dans le curriculum, le pourcentage d'enseignants(tes) qualifiés, les taux de déperdition, et autres. Leur utilisation permettra de mieux cerner les défis et les opportunités que le non-formel offre afin que ce sous-secteur sorte de l'ornière et contribue davantage, à améliorer l'éducation en Afrique, dans la perspective d'un développement durable. Dans cette perspective, une attention particulière est portée sur les groupes désavantagés et les laissés pour compte.

Vulgarisation de la vision holistique au Sénégal : Passer du concept à la réalisation

Une contribution de Mr Amadou Wade Diagne, consultant

Dans le cadre de la 37ème semaine nationale de l'alphabétisation, le Groupe de travail sur l'Education non formelle du Sénégal a organisé

un atelier de partage sur « la vision holistique et intégrée de l'éducation » les 10 et 11 Septembre 2012 au Centre National de Ressources Educationnelles de Dakar, avec l'appui financier du GTENF de l'ADEA.
L'objectif était de sensibiliser les secrétaires généraux, les conseillers techniques, les directeurs de la planification des trois ministères en charge de l'éducation, les inspecteurs d'académie et les membres des réseaux actifs en éducation sur la nécessité de mettre en application le cadre de référence de la vision holistique, intégrée et diversifiée de l'éducation tout au long de la vie.

D'autre part, il s'agissait d'organiser des sessions de travail avec les directeurs et les directrices des études des centres régionaux de formation des personnels de l'éducation (CRPFE) afin de les aider à passer du concept de vision holistique à sa matérialisation sur le terrain par une prise en charge intégrée de la formation des personnels de l'éducation non formelle dans les référentiels en cours d'élaboration au Sénégal. L'objectif est de répondre avec efficacité et efficience aux « *besoins éducatifs fondamentaux* » des populations quels que soient leur âge, le type d'offre éducatif et les modalités de livraison de ces formations.
Au-delà de l'atelier, le partenariat tissé avec le Ministère de l'éducation et le BREDA/UNESCO a permis les avancées suivantes dans la mise en application de la vision holistique :

- La nouvelle Lettre de Politique du Secteur de l'Education (LPSE) a consacré la vision holistique en notifiant que « le développement du secteur repose d'une part, sur une approche programme et d'autre part, sur la planification

décentralisée ». Par ailleurs cette lettre de politique observe la nécessité de « la mise en place de curricula pertinents, la formation des acteurs et l'instauration d'un système d'équivalence et de passerelles avec le système classique » ;

- La même Lettre de politique a remplacé le concept d' «éducation non formelle» par celui d' «éducation de base des jeunes et adultes analphabètes» dont la part dans le budget de l'éducation évoluera progressivement à 3% comme recommandé, d'ici 2025 ; ce changement de paradigme vise à accorder plus de crédit et de soutien à un sous-secteur longtemps laissé en rade notamment du fait des préjugés défavorables ;
- L'élaboration du Programme de Développement de l'Education et de la Formation (PDEF) 2012-2025 a été aussi l'occasion de matérialiser la vision holistique avec un Modèle logique et du Cadre de Mesure de Rendement (CMR) fondés non seulement sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) mais aussi sur la nouvelle Lettre de politique du secteur de l'éducation qui elle-même est issue du diagnostic du système éducation conduit entre 2000 et 2011. Ceci a permis d'identifier et d'organiser les problèmes clés à résoudre autour de l'accès, de la qualité, de la gouvernance de l'éducation et de la formation dans une approche intégrée et diversifiée de l'éducation; les plans sous-sectoriels qui ont suivi ont adopté la même démarche holistique ;
- le BREDA/UNESCO a, dans la même cadre, organisé à Saly, un atelier pour accompagner le Sénégal dans la mise en place d'un système national de formation des enseignants pour l'éducation de base intégrant l'AENF à partir d'un socle commun de base aussi bien au niveau des CRFPE que des structures académiques. Avec cet appui, le caractère polyvalent du nouveau profil de l'enseignant et de l'inspecteur est affirmé; au sortir de cette intervention, le Sénégal disposera d'une politique de formation holistique intégrant l'AENF et les CRFPE ainsi que les universités. Celles-ci seront renforcées pour assurer effectivement la formation des personnelles de l'AENF.

Saly du Sénégal, une autre occasion pour matérialiser la vision holistique

Comme on le constate donc, le Sénégal est en train de mettre en application la vision holistique, intégrée et diversifiée de l'éducation à travers les documents d'orientation et de planification que sont la Lette de Politique du Secteur de l'Education (LPSE) et le Programme de développement de l'éducation et de la formation (PDEF) 2012-2025. Et, pour passer à l'acte, l'ADEA à travers le travail de sensibilisation mené depuis plus de trois (3) ans et l'UNESCO ont uni leurs efforts pour appuyer le Sénégal, à travers notamment la formation des enseignants, tous sous-secteurs confondus, dans un cadre unique que sont les CRFPE.
Un sentier est ainsi ouvert. A nous d'en faire un boulevard !

4. Publications du GTENF

Publication en portugais du cadre d'orientation sur la vision holistique

Le cadre d'orientation stratégique de l'éducation de base sur la vision holistique, intégrée et

diversifiée de l'éducation tout au long de la vie dont les versions française et anglaise ont été diffusées lors de la Triennale de l'ADEA a été traduit et édité en portugais. C'est un guide facile permettant de diagnostiquer les systèmes éducatifs en Afrique et de chercher des solutions aux défis auxquels ils sont confrontés. Ce document a été diffusé lors de la rencontre régionale du suivi de la CONFINTEA VI qui s'est tenue à Praia au Cap Vert en début novembre. Il faut rappeler que ce cadre est le fruit d'une collaboration lancée en 2007 entre le GTENF, la GIZ, l'UIL, la Coopération Suisse et de chercheurs éminents. Ce document est disponible sur : http://www.gtenf.org/index.php/fr/la-triennale/etude-vision-holistique-de-leducation

Documents synthèses sur la vision holistique du GT du Burkina

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'activité de vulgarisation du cadre d'orientation sur la vision holistique intégrée et diversifiée, l'APENF a procédé à la synthèse du document en vue de faciliter l'appropriation de la vision holistique de l'éducation par ses membres, les responsables des services déconcentrés du MENA et les acteurs du non formel des provinces et des régions. Ce document simplifié en « français facile » va permettre de mener des activités de plaidoyer pour la prise en compte de la vision holistique par les acteurs/trices de l'éducation dans les régions et les provinces du Burkina Faso. Ce document est disponible sur http://www.gtenf.org

Vidéo documentaire du Cap Vert

Le GT du Cap Vert a produit et diffusé lors de la rencontre régionale du suivi de la CONFINTEA VI qui s'est tenue à Praia au Cap Vert en début novembre, une vidéo documentaire intitulée : « **Droit à l'éducation et Vision holistique: la réponse du Cap Vert ». L'objectif est de p**romouvoir les initiatives et pratiques novatrices en AENF d'après l'approche holistique de l'éducation. La vidéo présente essentiellement une expérience d'un groupement de femmes qui a réussi à se constituer en association pour lutter contre la pauvreté. Elle montre comment ces femmes sont passées de l'alphabétisation à l'artisanat ce qui a contribué à l'affirmation de l'égalité de genre. La vidéo dure environ 45 minutes.

5. Dernières nouvelles

De Nairobi à Sèvres, le suivi de la Triennale prend solidement forme

Dans le cadre du suivi de la Triennale une rencontre a été organisée à Nairobi du 1er au 5 novembre 2012 entre les représentants du Ministère de l'éducation du Kenya, du Secrétariat Exécutif de l'ADEA et des coordonnateurs des groupes de travail. Y étaient également invités des consultants internationaux qui devaient couvrir des sujets particuliers.

La rencontre devait consolider la compréhension claire et partagée des résultats de la Triennale de Ouagadougou, découvrir ce qui se fait au niveau du Kenya concernant le suivi de cette Triennale, réfléchir ensemble sur les étapes à envisager dans le cadre d'une stratégie d'action à moyen et long terme et préparer la 37 Session du Comité directeur, prévue pour décembre 2012.

De manière plus spécifique, il s'agissait d'identifier clairement les orientations à suivre pour les années 2013-17, de déterminer, dans ce

cadre, les activités à envisager pour 2013, de renforcer le processus d'intégration des groupes de travail aux activités et programmes de l'ADEA et de conduire une réflexion solide sur les implications financières de l'ensemble des activités proposées.

La rencontre de Nairobi devait aussi se pencher sur certaines questions spécifiques découlant des propositions faites à Ouagadougou, y compris celles qui concernent la nouvelle Vision et Mission de l'ADEA, la stratégies à adopter pour une meilleure intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les curricula africains, le statut d'adhérent permanent à éventuellement accorder à certains pays, les voies et moyens à envisager pour une meilleure africanisation des activités de l'ADEA et comment envisager concrètement l'élargissement de la famille de l'ADEA de manière à mieux intégrer les jeunes, le privé et la diaspora.

La Session du Comité Directeur, qui s'est tenue en décembre 2012 à Sèvres, dans la banlieue parisienne, était la suite logique de la rencontre de Nairobi. Elle devait continuer les réflexions engagées au Kenya et statuer sur les propositions qui y ont été faites.

Comme d'habitude, la Session proprement dite a été précédée par 3 autres rencontres: la réunion des ministres africains d'éducation et de formation, celle des agences partenaires et un séminaire. Lors de ces trois évènements, les principales questions soulevées à Nairobi ont été rediscutées et approfondies, en particulier celles relatives au Document de Vision et de Mission, au Plan stratégique à moyen long terme, au partenariat Public/Privé et aux adhésions.

L'ensemble de ces sujets a fait l'objet de propositions pertinentes qui ont été soumises au Comité directeur pour sa haute appréciation et éventuelle adoption.

Parmi ces propositions 4 ont particulièrement marqué cette 37ème Session:

1. Il a été convenu de reporter l'adoption du Document de Vision et de Mission à la session prochaine du Comité directeur et, pour faciliter le processus, de découpler les deux documents. En attendant, les remarques formulées seraient incorporées par les consultants. A ceux qui n'ont pas eu la chance de lire et commenter le document de nouveaux délais sont établis selon le calendrier suivant: Fin janvier 2013, limite de recevabilité des commentaires de tous les membres et amis de l'ADEA ; Fin février 2013, Les consultants doivent avoir fini d'incorporer les commentaires ; Fin mars 2013, le document est distribué aux membres du Comité directeur pour leurs derniers commentaires; Fin avril 2013, les consultants intègrent ces commentaires et apprêtent la version finale ; Mai 2013, la version finale est soumise au CD ;

2. Le programme 2013 est accepté avec les objectifs stratégiques proposés, les activités et le budget. Le Secrétariat exécutif est mandaté de le mettre en œuvre pour les 4 premiers mois et, parallèlement, de continuer la levée de fonds. A la prochaine Session de mai 2013, le Comité directeur prendra une décision finale en fonction du résultat de cette levée de fonds. En attendant, le Secrétariat reçoit mandat de préparer, avant fin janvier 2013, le plan minimal d'activités pour la phase janvier – avril ;

3. L'audit organisationnel sera conduit dans les meilleurs délais en y incluant les questions liées aux groupes de travail (Quel staffing ? Quel mode de gouvernance ? Quel financement ? etc.) ; L'USAID continuera le financement des consultants recrutés à cet effet jusqu'en juillet 2014 ; ceux-ci seront appuyés par un Task-Force qui sera composé de manière à éviter les conflits d'intérêt.

4. Le prochain Comité directeur se tiendra en mai 2013, soit à Tunis soit dans un autre lieu à déterminer sur proposition des membres du CD.

En marge de la Session se sont tenus des réunions parallèles, notamment avec la représentante de la DDC. Lors de cette dernière réunion ont été discutées les questions relatives au renforcement des capacités humaines et financières de notre GT, à l'appui à apporter au pôle de qualité inter-pays sur les langues nationales et l'alphabétisation, à l'organisation en mars de la réunion au Tchad et au renforcement du réseautage du non formel et de la coopération avec la DDC.

Le Comité directeur a profité de l'occasion pour souhaiter une bonne année à tous les membres et amis de l'ADEA

(((inserrer ici l'information sur la participation aux débats post 2015 et nos souhaits de bonne année plus remerciements pour le soutien apporté au GT par l'ensemble du réseau)))